La coopération de grandes universités israéliennes avec les organes sécuritaires

15.08.2018

Categories: Boycott académiqueue, Embargo militaire

Article de Shir Hever, publié à l'origine dans le bulletin d'information de juillet *du Comité britannique pour les universités de Palestine (BRICUP)*

Pourquoi les institutions universitaires israéliennes coopèrent-elles si étroitement avec les organes sécuritaires [répressifs] israéliens? Les directions universitaires et sécuritaires israéliennes ont de bonnes raisons d'être en désaccord entre elles. L'élite sécuritaire se méfie des universitaires à cause de leur supposé parti pris pour les « droits de l'homme » et parce que le monde universitaire se consacre à placer la théorie et la recherche abstraite au dessus de l'expérience pratique dont l'élite sécuritaire est très fière. Quand l'ancien chef d'état-major israélien Dan Halutz a fermé l'Institut de recherche sur la théorie opérationnelle (OTRI) en 2006, c'était un acte de malveillance motivé par la crainte que des officiers militaires se mettent à citer Deleuze, Guattari, Foucault voire qu'ils « s'indigènisent » dans le monde académique. L'élite académique, de même, ressent le poids du boycott international des universités et a beaucoup à perdre à renforcer son image d'annexe de R & D pour l'industrie militaire israélienne.

Cependant, les deux groupes dirigeants ont maintenant un ennemi commun, la droite populiste israélienne en expansion rapide. Des politiciens comme la ministre de la Culture Miri Regev, le ministre de la Défense Avigdor Lieberman et surtout le Premier ministre Benyamin Netanyahou ne font aucun effort pour dissimuler leur mépris des « anciennes élites » principalement identifiées comme Juifs ashkénazes (originaires d'Europe ou d'Amérique du Nord) intégrées dans le vieux parti travailliste et dans les institutions qui dépendent de fonds publics, telles que les universités, l'armée et la police.

Le financement de l'enseignement supérieur en Israël a été de plus en plus détourné des universités de recherche vers les collèges (axés sur les diplômes de premier cycle et la formation professionnelle commercialisable) parce que la droite populiste israélienne considère le monde universitaire comme «de gauche». Les milieux militants savent moins que les dépenses publiques israéliennes en matière de sécurité, bien que toujours parmi les plus élevées au monde en termes de proportion du PIB, se sont également érodées. Par rapport à près de 15% du PIB consacré à la défense en 1988, les dépenses en 2017 ont été enregistrées (quoique grossièrement sous-estimées) à 4,7% du PIB. Ces deux tendances montrent que le contrôle des anciens groupes dirigeants sur les ressources publiques diminue, non pas en termes absolus mais en termes relatifs.

Trois faits récents dans les plus grandes universités israéliennes montrent que malgré la méfiance et la

concurrence mutuelles à l'égard des ressources, les institutions universitaires et sécuritaires renforcent leur coopération.

Le premier s'est produit à l'Université hébraïque de Jérusalem, alors que l'université accueillait un événement de recrutement pour l'Association de sécurité israélienne (ISA), également connue sous le nom de « Shin Bet », « Shabak » ou simplement police secrète. La militante Ilana Hammerman a assisté à l'événement et en a parlé, exposant comment l'université offrait sans réserve un espace de publicité pour l'une des organisations les plus dangereuses et les moins scrupuleuses d'Israël, impliquée dans la torture, le recrutement de collaborateurs et plus encore.

Le deuxième événement était que l'Université de Haïfa a remporté l'appel d'offres pour organiser des études supérieures pour l'armée. L'université a conçu un programme spécial pour les officiers militaires afin de leur permettre d'obtenir des diplômes universitaires tout en perturbant le moins possible leurs tâches liées à l'occupation [des territoires palestiniens]. Grâce au programme de l'Université de Haïfa, ils pourraient arrêter les Palestiniens sans procès, ordonner le bombardement de quartiers civils et établir des critères arbitraires aux checkpoints, tout en trouvant le temps de suivre des leçons et de passer des examens. L'Université de Haïfa a obtenu le droit de gérer trois collèges militaires: le Collège de la défense nationale, le Collège de commandement et d'état-major et le Collège du commandement tactique. L'unification des trois collèges sous la supervision académique de l'Université de Haïfa crée une responsabilité directe de l'université en ce qui concerne la formation et l'éducation du corps des officiers israéliens, et les premiers cours débutent déjà en juillet 2018.

Le troisième événement a été le fonds conjoint de capital-risque de l'université de Tel-Aviv avec l'ISA, pour soutenir des start-ups sécuritaires. La coopération entre l'ISA et l'Université de Tel-Aviv signifie que l'ISA aura accès aux technologies de contrôle des populations, en utilisant l'argent du fonds d'investissement et la réputation universitaires pour donner aux start-ups un air de respectabilité. Selon une déclaration conjointe de l'ISA et de l'Université de Tel-Aviv datée du 3 juillet, quatre start-ups financées comprennent une start-up qui identifie des «fausses informations», une autre un programme d'intelligence artificielle pour analyser des vidéos et des documents, une autre une technologie de réalité virtuelle destinée à être utilisée dans le pilotage de drones à distance et une dernière proposant des prédictions basées sur le big data et l'apprentissage automatique.

Ces trois événements récents indiquent que la complicité des universitaires israéliens dans le colonialisme israélien et l'apartheid se poursuit, même treize ans après l'appel au boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) qui a fait reconnaître aux universitaires israéliens qu'ils deviennent des parias à cause de cette complicité.

Je crois que les trois événements ont quelque chose en commun. Dans ces trois cas, les services fournis sont destinés à la consommation interne des organisations de sécurité israéliennes. Depuis 2014, les exportations d'armes israéliennes ont connu une crise croissante, car le concept de «Territoire palestinien occupé» en tant que «laboratoire» de la technologie militaire israélienne s'effondre. En dépit des technologies brillantes et coûteuses mises au point par les compagnies d'armement israéliennes et utilisées contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, la résistance palestinienne n'a ni cessé ni ralenti. Les armes ne tiennent tout simplement pas leur promesse de pacifier les Palestiniens et, en tant que telles, ne sont pas aussi attrayantes pour les clients potentiels qu'avant.

Une crise similaire se développe dans l'élite universitaire israélienne, qui devient plus que jamais consciente de l'impact du mouvement BDS. De jeunes Israéliens éduqués et talentueux quittent le pays en grand nombre, cherchant à étudier, chercher et enseigner ailleurs. Bien que le gouvernement ait lancé un programme visant à inciter les scientifiques et le personnel de R & D à revenir, les chercheurs comprennent que s'ils rentrent et trouvent un emploi dans une université israélienne, ils risquent de se couper de la communauté internationale de la recherche.

En ce moment de crise, les deux groupes dirigeants israéliens (universitaires et sécuritaires) cherchent un secours en unissant leurs forces et en sollicitant conjointement un financement du gouvernement. Le général Major Isaac Ben Israel est un exemple rare de membre éminent des deux groupes d'élite. En 2011, il a écrit: «[…] ainsi, le système de sécurité injecte chaque année des sommes énormes sur le marché israélien pour le développement de technologies, en mettant l'accent sur les technologies de l'information (haute technologie). Le premier tri, et souvent la source des idées, vient des universités. Le milieu universitaire sert également de source principale pour former le personnel nécessaire à la haute technologie. Le milieu universitaire forme chaque année des milliers de diplômés en ingénierie et en sciences et certains d'entre eux sont ensuite enrôlés dans l'armée (réservistes), reçoivent une formation dans les centres de R & D du système de sécurité et retournent ensuite sur le marché civil avec de l'expérience et de la formation en entreprenariat. La relation complexe entre tous les facteurs sus-mentionnés forme l'infrastructure sociale, économique et culturelle à ce qui a été récemment appelé la «nation start-up».

Source: BDS Movement
Traduction : JPB pour BDS France